



Syndicat National de l'Éducation Physique  
de l'Enseignement Public  
Fédération Syndicale Unitaire

Nréf. SGal/CH

Paris, le 06 avril 2020

Monsieur Emmanuel MACRON  
Président de la République  
Palais de l'Élysée  
55-57 rue du Faubourg Saint Honoré  
75008, PARIS

Monsieur le Président de la République,

Notre pays fait face à une grave crise sanitaire. La solidarité, mais aussi le sens des responsabilités, obligent chacun·e de nous à participer de l'effort collectif pour la gérer, la traverser au mieux et lutter contre la propagation du virus. Les enseignants y prennent toute leur place, aident les élèves à distance et répondent avec compétence et sérieux, et ce malgré de très grandes difficultés liées au télétravail.

Ce contexte inédit survient au milieu d'un ensemble de réformes contesté par une très grande majorité des enseignants et des organisations syndicales comme l'ont montré les votes au CSE. Le fonctionnement de l'ensemble des institutions ne peut plus être assuré de façon ordinaire. La situation est exceptionnelle, tout le monde en a conscience. Le fonctionnement démocratique est affecté autant que celui des services publics. Compte tenu des enjeux, il nous paraît impératif de reconsidérer l'ensemble des dossiers et réformes problématiques. Compte tenu de l'importance des services publics d'éducation, en temps « ordinaire » mais aussi dans un contexte particulièrement grave, un moratoire sur toutes les réformes éducatives est nécessaire pour ne pas entraver la bonne marche du service public d'éducation en temps de crise. Les personnels de l'éducation ne comprendraient pas que vous ayez suspendu le projet de réforme des retraites et que celles relatives à l'éducation demeurent malgré la contestation historique dont elles sont sujettes. Ajoutons par ailleurs que ces réformes ont fait preuve depuis cette rentrée de leur impréparation rendant impossible leur application, même s'il n'y avait pas eu d'épisode sanitaire.

Ainsi, nous vous invitons, Monsieur le Président de la République, à suspendre les réformes en cours ou envisagées :

- La réforme du lycée et celle du baccalauréat.
- La formation initiale des enseignants (FDE) et des concours de recrutement.
- La réforme annoncée du métier d'enseignant.

Des sommes considérables ont été annoncées pour venir en aide à l'économie, prouvant ainsi que lorsque la volonté politique existe, des budgets sont mobilisables. L'Ecole publique et ses personnels doivent pouvoir bénéficier à terme d'un plan de grande envergure. L'expérience malheureuse que nous traversons prouve, comme vous l'avez reconnu, que les services publics sont indispensables et que le service public d'éducation, la formation et la recherche ne sont pas des coûts mais des investissements incontournables pour un avenir meilleur pour tous.

Nous demeurons disponibles pour tout échange que vous trouveriez utile.

Soyez assuré, Monsieur le Président de la République, de notre attachement au service public d'éducation.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Hubert', with a large, sweeping flourish extending to the right.

Benoît HUBERT  
Secrétaire Général